

QUE FAIRE DE SES ÉCONOMIES (QUAND ON EN A ENCORE) ?

Depuis des mois, les factures de gaz et d'électricité affichent des pics vertigineux, au point qu'une partie de la population est aujourd'hui au bord de la crise de nerfs. Et pour ceux qui ont encore un bas de laine, la question, dans la tourmente actuelle, est de savoir comment mettre leurs économies à l'abri face au spectre de la guerre et de la crise.

Un entretien avec Philippe Fiévet

Paris Match. Comment jugez-vous le chaos actuel et en particulier cette navrante inertie du monde politique, tant de la part de notre gouvernement que de la Commission européenne, qui ne semble pas prendre pleinement la mesure de la situation ?

Philippe Ledent. Il y a plusieurs éléments dans votre question. Rappelons tout d'abord que nous traversons une situation exceptionnellement chaotique, avec une guerre sur le sol européen qui nécessite des mesures et des sanctions, lesquelles entraînent un choc majeur sur le marché de l'énergie. Ce chaos résulte d'un déséquilibre de l'offre et de la demande, particulièrement au niveau du gaz, avec une série de conséquences renforcées, à certains moments, par de la spéculation. Le nœud du problème reste de savoir si nous disposerons, oui ou non, de suffisamment d'énergie cet hiver. En attendant, la situation sur le marché du gaz entraîne, dans un contexte géopolitique déjà tendu, une certaine confusion politique.

Cela signifie que les intérêts des uns ne sont pas ceux des autres ?

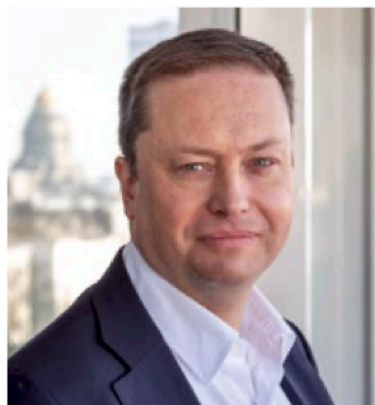
Effectivement, la situation des pays vis-à-vis du gaz russe diffère selon leur degré de dépendance. Du coup, l'approche politique à l'égard des populations n'est pas nécessairement la même d'un pays européen à l'autre. Ainsi voit-on que certains parviennent à limiter au maximum l'impact sur tous les utilisateurs de gaz, alors que d'autres considèrent que ce chaos sur les prix de l'énergie nécessite que tous les acteurs fassent leur part de l'effort. Cela étant, l'augmentation des prix représente un appauvrissement global de l'économie. À leur décharge, il faut reconnaître que les gouvernements ont été pris de court et qu'il n'y a

pas eu de réponse négociée. Au niveau européen aussi, cela part un peu dans tous les sens. Chaque pays défend sa propre version... et ses propres intérêts.

Oui, mais cet immobilisme du monde politique génère pas mal d'exaspération de la part de la population, dont certains ont le couteau sur la gorge. Cela fait quand même des mois que la Belgique se réfugie derrière le paravent d'une Commission européenne qui freine des quatre fers depuis le début de la crise.

NOTRE GRAND TÉMOIN

Diplômé de l'UCLouvain en économie et en économie financière, Philippe Ledent est actuellement « expert economist » au département Economic Research d'ING Belgique. Ses principales missions sont de participer à l'élaboration du scénario économique (croissance économique, inflation, taux, taux de changes) de la banque et de diffuser celui-ci en interne comme en externe. Il coordonne également la recherche économique des économies belge et luxembourgeoise. Parallèlement, Philippe Ledent enseigne comme chargé de cours invité, donne un cours d'introduction à l'économie à l'UCLouvain et assure plusieurs cours de finances à l'Université de Namur. Il est également formateur chez Febelfin Academy. Il est enfin l'auteur de nombreuses publications sur l'économie belge, d'articles grand public et de chroniques régulières pour Trends-Tendances, l'Agefi et PaperJam (Luxembourg), ainsi que sur LN24.



On doit effectivement reconnaître que les décisions n'ont pas été prises assez rapidement, même si la situation est complexe et demande du temps. Il est clair qu'aujourd'hui, l'Union européenne fait face à ses vieux démons et peine à offrir une réponse commune aux pays qui la composent. Il y a de toute évidence une difficulté à aboutir rapidement à des solutions communes. On peut dire que la crise du Covid a été une sorte de contre-exemple car là, la Commission a réagi au quart de tour pour négocier le contrat des vaccins. Personne n'avait alors joué cavalier seul et l'Union avait pu montrer rapidement sa valeur ajoutée. Hélas, dans la crise actuelle, on en revient à un mode de fonctionnement plus classique.

À défaut de prises de décisions, bouchers, boulangers et autres petits indépendants sont aujourd'hui à bout de souffle. Trouvez-vous normal que toute une série de PME doivent mettre la clef sous la porte en raison d'une crise de l'énergie qui, si elle n'était pas annoncée, risquait d'arriver tôt ou tard ?

Personne, je crois, ne trouve cela normal ! Mais il faut aussi se rendre à l'évidence : nous avons payé trop longtemps notre énergie bon marché, ne serait-ce que par rapport aux conséquences des énergies fossiles sur l'environnement. Ce qui fait mal aujourd'hui, c'est